Un sou est un sou pour la ville d'Orléans

Publication : mercredi 9 janvier 2013 08:09

La République du Centre, 9 janvier 2013

FINANCES ■ La municipalité conduit une chasse drastique aux dépenses, pour vanter les mérites de sa gestion

Un sou est un sou pour la ville d'Orléans

Les projets de la ville ne font pas l'unanimité. Les finances, si. Aux manettes, Michel Martin, garant du porte-monnaie orléanais.

Matthieu Pernoud
matthieu.pernoud@centrefrance.com

Vendredi 21 décembre. Conseil municipal. Michel Martin, maire-adjoint aux finances se lance dans son exercice annuel : dresser les contours du budget 2013. Avant de crouler sous les couronnes de lauriers tressées avec enthousiasme par la majorité, le maire d'Orléans en tête.

Un refrain connu, mais désormais nécessaire. Serge Grouard le sait, en érigeant une statue à son adjoint, c'est sa gestion qu'il place sur un piédestal. En tête de gondole des atouts orléanais. Il aurait d'ailleurs bien tort de s'en priver : aucune mauvaise langue à la ronde ne conteste la bonne santé des finances municipales. D'autant moins que Le Figaro Magazine est récemment entré dans la ronde (*lire chiffres par ailleurs*).

Mais malgré « une certaine fierté » avouée, Michel Martin ne veut pas passer pour un magicien. Il préfère la jouer collectif. « Pour avoir une bonne gestion, il faut avoir une stratégie à long terme, des orientations claires. C'est le cas grâce à Serge Grouard. Le rôle de l'adjoint aux finances, c'est de mettre en musique les objectifs par rapport aux contraintes financières. » Pas de baguette magique, celle de chef d'orchestre.

Parmi ces contraintes, « la gestion de la fiscalité, qui ne doit pas augmenter », « les dotations », et « les dépenses de fonctionnement ». Avec un lettrisme, il l'accumulation des moyens n'est pas gage d'efficacité. Pour certains, la gestion la plus simple, c'est "s'il y a un problème, on rajoute de l'argent". Mais c'est le genre de solution à court terme qui produit des effets délétères. »

« Comportement »

Voilà pour la technique. Mais pour Michel Martin, l'« exemplarité » opérationnelle est ailleurs. « Sur le plan du comportement, d'une rigueur permanente, à laquelle toute l'équipe a adhéré. » C'est l'ingrédient secret. Haro sur le gaspillage et porte-monnaie cousu. La preuve en chiffres : 91 euros de frais de mission par élu en 2011. Traitement pas de quoi s'abonner aux dépenses étoilées. Pas de folie des grandeurs non plus. « La où on peut agir, c'est sur les dépenses extérieures, les cocktails, les cérémonies. Il n'y a plus de vœux depuis plusieurs années. Le budget des fêtes de Jeanne d'Arc ou du festival de Loire n'a pas non plus bougé depuis 2007. »

Une stratégie payante. À la clé : une capacité d'investissement à la hausse, des dépenses publiques réduites et une dette maîtrisée. Sur ce dernier point d'ailleurs, l'élu sait aussi rendre grâce à ses prédécesseurs : « Quand nous sommes arrivés aux affaires, en 2001, la dette était déjà tenue. » Sur ce seul point. Pour le reste, « la différence, c'était la capacité d'investissement. Nous l'avons quasiment doublé. Cette situation est mesurable par les travaux réalisés. » Et contestable, forcément par le maire d'alors, Jean-Pierre Sueur (*lire ci-dessous*).

Pour Michel Martin, « globalement, nos économies sont déjà faites. Le "train de vie" de la municipalité est réduit à sa plus stricte expression. » Mais des « marges de manœuvre importantes » subsistent. « Par exemple du côté de la mutualisation avec l'AggLO. Est-ce qu'on peut avoir durablement quatre ou cinq opérateurs culturels et autant pour la politique sportive ? Je ne le pense pas. Peut-être que, dans certains domaines, on pourrait donner d'avantages de compétences à l'AggLO. » ■

ÉCONOMIE. Grâce à de véritables efforts d'économies, la municipalité peut dégager de l'autofinancement et doubler l'avant-placement. PHOTO DR

LES CHIFFRES

Frais de mission des élus. 91 € en 2011, contre 488 de moyenne. Selon Le Figaro Magazine, Orléans est l'une des deux villes de France où ces frais sont inférieurs à 100 €.

Frais de communication. 90.336 € pour 10.000 habitants, contre 133.924 de moyenne. Orléans s'inscrit dans le top 10 des villes qui dépensent le moins.

Charges de personnel. 648 € par Orléanais, contre 629 euros en moyenne. - 2,7 % par rapport à 2010.

Dépenses d'équipement. 416 € par habitant, contre 301 en moyenne. La troisième ville en termes d'investissement. + 0,4 % par rapport à 2010.

Dette. 847 € par habitant, contre 1.085 en moyenne. - 1,9 %.

« L'accumulation des moyens n'est pas gage d'efficacité. »
MICHEL MARTIN. Maire-adjoint en charge des finances.

« En 2014, on aura les moyens d'appliquer notre politique »

Face à une gestion unanimement louée, les élus socialistes de l'opposition municipale ont trouvé leur angle d'attaque : ils ne contestent pas la santé des finances, mais leur affectation.

« La gestion technique est plutôt saine, avoue Baptiste Chapuis, mais nous n'approuvons pas les choix qui sont menés. Comme ceux de mettre de l'argent sur le parking du Cheval-Rouge ou l'Arena, ou dépenser pour la voirie plutôt que sur les équipements sportifs existants. Nous aurions fait aussi un peu moins en centre-ville, et plutôt dans les quartiers. Et puis la ville dit que les impôts n'augmentent pas, mais elle demande plus à ses délégataires. On l'a vu avec la hausse du prix des parkings. » Au final, pour lui, « les Orléanais ne bénéficient pas de cette rigueur comptable. Michel Martin est un bon technicien, un bon comptable, mais un mauvais politique et un mauvais investisseur. » Seul point à son crédit : « Quand on arrivera en 2014, on aura les moyens d'appliquer notre politique. »

« Capitale régionale »

Prédiction réjouissante pour Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste du Loiret et ancien maire d'Orléans. Selon lui, l'actuelle majorité n'a pas beaucoup de mérites. « Nous avons géré la ville avec une très grande rigueur financière et beaucoup d'ambition. Nous avons permis à la municipalité actuelle de beaucoup investir. Mais nous-mêmes l'avions fait, en témoignent nos réalisations. S'il y a une critique à faire, c'est plutôt sur la politique suivie. J'ai l'impression que le deuxième mandat n'est consacré qu'à deux projets en panne. L'Arena et la place des Carmes. Et je ne sens pas une volonté très forte de jouer le rôle de capitale régionale. Quand je vois Beaubourg à Metz, ou le Louvre à Lens, je me dis qu'il y a la place, ici, pour une plus grande force d'attractivité dans tous les domaines. » ■

Phoca PDF